



Déclaration commune sur les événements récents à Deir ez-Zor



Déclaration commune sur les événements récents à Deir ez-Zor

Les organisations signataires de cette déclaration demandent que la protection des civils soit la priorité absolue et que les causes profondes ayant conduit au récent conflit soient traitées

Le 27 août 2023, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont annoncé dans un communiqué publié sur leur site officiel le lancement d'une opération de sécurité dans les zones sous leur contrôle à Deir ez-Zor, nommée "Renforcement de la sécurité".

Le communiqué précise les objectifs de l'opération, notamment "l'élimination des résidus des cellules terroristes de l'État islamique et la prévention de leurs opérations potentielles, ainsi que la poursuite des criminels ayant commis des atrocités contre les habitants et l'application de la loi, en plus de la traque des contrebandiers qui exploitent les moyens de la subsistance des habitants".

Ensuite, une décision a été prise le 30 août 2023, ordonnant la destitution du chef du Conseil militaire de Deir ez-Zor, Ahmed Al-Khbeil (Abou Khaoulah). La décision indique que l'arrestation a eu lieu sur ordre du parquet général du nord et de l'est de la Syrie.

Au cours des premiers jours de la campagne "Renforcement de la sécurité", les affrontements se sont limités entre les membres du Conseil militaire de Deir ez-Zor et les forces de la campagne dans plusieurs villes et villages de la campagne du nord de la province de Deir ez-Zor, notamment la ville d'Al-Busira, puis se sont étendus à plusieurs régions de la campagne de l'est, notamment les villes de Zyban et Al-Shuhayl.

Dans un autre développement sur le terrain, des centaines de combattants tribaux armés sont entrés dans la ligne de front, et plusieurs personnalités tribales ont confirmé que les combattants des tribus ne défendaient pas le Conseil militaire de Deir ez-Zor et son chef Ahmed Al-Khbeil, mais avaient des revendications, notamment le droit de préserver la sécurité de leurs régions.

Au cours des derniers jours, de nombreuses déclarations ont été émises par les chefs tribaux, les activistes de la société civile et les intellectuels, soulignant la nécessité de mettre fin aux combats pour préserver la vie des civils, en précisant les conséquences humanitaires et sécuritaires négatives pour les habitants et la région en cas de poursuite des hostilités. De plus, la coalition internationale dirigée par les États-Unis a publié une déclaration en date du 1er septembre 2023, appelant à un cessez-le-feu à Deir ez-Zor.

Les circonstances actuelles ont entraîné la perte de vies civiles en termes de morts et de blessés. De plus, les réserves de produits de première nécessité sont menacées de pénurie en raison de la poursuite des combats qui ont coupé de nombreuses routes menant à Deir ez-Zor. En outre, il y a eu des tentatives d'exploitation de la situation sécuritaire actuelle par des groupes ciblant les biens publics et privés tels que les stations d'eau et les hôpitaux, tandis que d'autres pourraient chercher à exploiter les circonstances actuelles pour semer la tension dans la région et créer des divisions entre les composantes du nord-est de la Syrie.

Les organisations signataires de cette déclaration appellent à un cessez-le-feu immédiat de toutes les parties et à œuvrer pour rétablir la tranquillité dans la province de Deir ez-Zor par le biais d'un dialogue direct entre les parties concernées. Elles condamnent fermement les campagnes médiatiques qui ont accompagné les récents événements et les tentatives de les dépeindre comme un conflit "kurde-arabe", tout en exigeant la fin de l'incitation médiatique contre toute composante syrienne.

De plus, elles appellent à faire de la protection des civils une priorité absolue et à punir tous les responsables présumés de violations contre les civils, tout en demandant :

Premièrement: Les Forces démocratiques syriennes et la coalition internationale :

1. Travailler rapidement à rétablir l'approvisionnement en fournitures essentielles dans les différentes régions de Deir ez-Zor qui ont été affectées par les opérations militaires, à neutraliser les infrastructures publiques, à garantir l'accès à l'aide humanitaire et à faciliter la mobilité des organisations humanitaires pour fournir des services aux personnes touchées.
2. Ouvrir une enquête transparente et indépendante sur le ciblage des civils lors des récents événements dans différentes régions de Deir ez-Zor, en formant une commission juridique indépendante, et rechercher la justice pour tous les individus affectés.

Deuxièmement: l'Administration autonome et le Conseil de Syrie démocratique :

1. Commencer immédiatement à discuter des demandes locales pour la participation effective des habitants de la région à l'administration civile et à la sécurité, en consultant les représentants de la communauté locale, y compris les chefs tribaux, les organisations de la société civile, les intellectuels et les indépendants, notamment en collaborant avec les dirigeants locaux pour choisir des représentants appropriés dans les administrations civiles et de sécurité.
2. Adopter des mécanismes de surveillance et de responsabilisation clairs et sérieux pour prévenir les violations contre les civils et empêcher l'impunité, en désignant des personnalités compétentes, crédibles et intègres au sein des organes de surveillance locaux, en consultation avec les représentants de la communauté locale et des organisations de la société civile.

Troisièmement: aux représentants de la société locale, aux chefs tribaux, aux organisations de la société civile, aux intellectuels et aux indépendants :

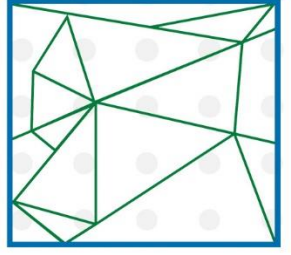
1. Lancer un processus de consultation au sein de la communauté locale de Deir ez-Zor, impliquant des leaders civils et des activistes de la société civile, afin d'élaborer une vision globale de la gestion de la région sur les plans civil et sécuritaire.
2. Engager des négociations avec les Forces démocratiques syriennes et la coalition internationale pour faire parvenir les demandes des habitants de la région concernant leur participation à l'administration civile et à la sécurité.

Les organisations signataires sont énumérées par ordre alphabétique:

1. Amal for development
2. Analysis and Strategic Studies Organization (ASO)
3. anwar algad
4. Ashna for development
5. Awda for development
6. Baytna
7. Better Tomorrow organization
8. Bridges of peace for development

9. C.D.R
10. Center for Civil Society and Democracy /CCSD
11. coalition of civil society organizations in north east Syria
12. Community Solidarity Organization
13. Country Raqqa Organization
14. DAR Association for Victims of Forced Displacement
15. Deirna organization
16. Ella Organization For Development and Peacebuilding
17. Ensaf for development
18. Eridu center for civil society and democracy
19. Euphrates NGO
20. Fajr
21. For Them Organisation
22. ForFeminist
23. Future Makers Team
24. Hamzet wasel
25. Haneen.alfurat
26. HDF Humanitarian
27. HLOM
28. Human Organization for Construction and Development
29. Jasmine Association
30. Justice for Life
31. Medical Relief for Syria
32. PÊL- Civil Waves
33. Qadar Organization
34. Rose organization for support and empowerment
35. Sahem Organization for Cooperation and Development
36. SALAM organization
37. Share for Community Development
38. Shawshaka Association for Women
39. Swaedna Organization for Relief and Development
40. Synergy Association for Victims
41. Syriac Strategic Research Centre
42. Syrian Forum
43. Syrians for Truth and Justice - STJ
44. Tal-Abiyad Forum for civil society
45. Tara Organisation
46. Tayif Humanitarian Organization
47. The Day After
48. Together For Deir Ezzor
49. TOTOL Foundation
50. Urnammu for Justice & human rights
51. Youth for change
52. Zameen for development and peacebuilding
53. Zorna Organization for Development

سوريون
من أجل
الحقيقة
والعدالة
Syrians
For Truth
& Justice



About Us:

Syrians for Truth and Justice (STJ) is a nonprofit, nongovernmental organization monitoring human rights violations in Syria. Founded in 2015, STJ has been based in France since 2019.

STJ is an impartial and independent Syrian human rights organization operating across Syria. Our network of field researchers monitor and report human rights violations occurring on the ground in Syria, while our international team of human rights experts, lawyers, and journalists gather evidence, examine emerging patterns of violations, and analyze how violations break domestic Syrian and international law.

We are committed to documenting violations of human rights committed by all parties in the Syrian conflict and elevating the voices of all Syrians victimized by human rights violations, regardless of their ethnicity, religion, political affiliation, class, and/or gender. Our commitment to human rights monitoring is founded on the idea that professional human rights documentation meeting international standards is the first step to uncovering the truth and achieving justice in Syria.



WWW.STJ-SY.ORG



[STJ_SYRIA_ENG](https://twitter.com/STJ_SYRIA_ENG)



EDITOR@STJ-SY.ORG